

sur le revenu de la poste, qu'il portoit à 100,000 piastres.

Je puis vous assurer que cette estimation est portée au plus bas. D'après les états d'importation qui sont dans mes mains, on doit espérer que les droits produiront au moins 2,400,000 piastres.

J'en juge encore ainsi d'après les revenus que Philadelphie et New-York tiroient de ces mêmes droits : ils produisoient à la première ville plus de 400,000 piastres.

Quoique le produit probable de ces impôts ne fût pas suffisant pour payer, et la liste civile, et l'intérêt de la dette, M. Hamilton n'a pas été d'avis de mettre, cette année, des taxes ou plus fortes, ou sur d'autres objets. Il a cru nécessaire d'accoutumer les Américains à ce fardeau, ou de les ménager dans le temps où ils étoient occupés à réparer les pertes occasionnées par la guerre. Il a préféré de faire un emprunt.

#### SECONDE OPÉRATION.

##### *Emprunt.*

Deux sortes de dépenses sont indispensables : la liste civile et militaire, qui monte à

600,000 piastres environ, et le paiement de l'intérêt sur la dette étrangère, et des remboursemens qu'on doit. Ce paiement est d'une nécessité absolue, pour une nation qui veut conquérir un grand crédit. Mais comme les taxes sont insuffisantes pour remplir ce double objet, le congrès a arrêté de faire un emprunt de 12,000,000 de piastres. Quoiqu'en thèse générale on doive blâmer les emprunts, il faut approuver celui-ci. Son objet le justifie, et les Etats-Unis ont des hypothèques si vastes et si riches à offrir pour ce médiocre emprunt, qu'on doit le trouver aussi solide que judicieux.

#### TROISIÈME OPÉRATION.

##### *Consolidation de la dette domestique.*

Les Etats-Unis doivent enfin s'occuper du sort de leurs créanciers domestiques; on leur a jusqu'à présent payé l'intérêt en *indents*, c'est-à-dire en coupons de papier, qui se vendoient à raison de deux et trois schellings, argent, pour vingt en papier.

Mais plusieurs difficultés s'élevoient à l'entrée de cette opération. — Devoit-on payer les certificats d'après leur valeur nominale? Telle étoit la première question.

Elle n'en pouvoit faire une aux yeux du politique, qui est convaincu que la justice est la première base de la prospérité. Mais comme l'intérêt est un mobile pour les états comme pour les individus, il faut voir quel étoit l'intérêt des divers états, dans cette question de paiement total.

Les quatre états de l'Est y étoient intéressés prodigieusement; — il en étoit de même de New-Yorck, des Jerseys, de la Pensylvanie; la Delaware y avoit une plus foible part; le Maryland n'y avoit presque rien; mais le Maryland s'étoit jusqu'alors distingué par son adhésion à toutes les opérations honorables et avantageuses, et n'avoit jamais écouté d'intérêt particulier. Voilà donc neuf voix sur lesquelles on pouvoit compter.

La Virginie avoit des certificats continentaux, parce qu'elle a pris sur elle la dette du congrès envers les individus; mais elle avoit porté ces certificats au débit du congrès; ensorte qu'elle n'avoit plus d'intérêt.

Les trois autres états avoient peu de certificats, il devoit donc y avoir opposition de leur part; mais elle devoit être aisément vaincue.

L'intérêt des grands capitalistes, membres

du congrès, devoit aussi ajouter un grand poids dans la balance. Mais le plus grand étoit celui des hommes éclairés et désintéressés qui devoient plaider la cause de la justice. Aussi cette question n'a-t-elle pas souffert de difficulté.

Devoit-on laisser la dette dans l'état misérable où elle étoit réduite, et sous ses formes nombreuses et vaines? Seconde question. — Non, il falloit la relever, et la simplifier, pour détruire l'agiotage. La baisse des certificats et des intérêts, l'espoir de les voir s'élever ou payer par quelques opérations, occasionnoit un agiotage assez grand; agiotage toujours funeste (1), en ce qu'il porte l'industrie sur un métier, qui entraîne presque toujours des ruses indignes

---

(1) Les spéculations diverses qui se sont faites sur les certificats ont diminué un peu la moralité dans les villes. Il en arriva de même en 1756, quand on créa un papier-monnaie. Mais alors on remarqua que la tendance à l'immoralité avoit disparu avec le papier-monnaie. L'homme qui avoit payé sa dette, ou acheté une terre avec ce papier, devenu commerçant ou laboureur, n'avoit plus besoin que de conserver sa propriété, et il étoit honnête. — Heureux pays, que celui qui peut si facilement régénérer ses mœurs et fermer ses plaies!

de la franchise d'un peuple libre ; en ce qu'il arrache à la culture et au commerce, des capitaux qui pourroient leur procurer des avantages plus solides, et sur-tout plus moraux. Le grand nombre et la diversité des certificats, leurs prix divers, facilitoient encore cet odieux agiotage.

Telles sont les considérations qui, d'abord, ont déterminé le congrès à fondre, en une seule forme de certificats, toute sa dette domestique ; mais il a voulu atteindre un autre but. L'intérêt de cette dette est de six pour cent : on a regardé que ce taux étoit trop élevé, en considérant la position des Etats-Unis, la modicité de leur dette, la certitude du paiement pour l'avenir, et même du remboursement du capital. On a cru devoir rechercher un moyen de baisser cet intérêt.

En conséquence, le congrès a résolu, par un acte du 4 janvier 1790, d'ouvrir un emprunt d'une somme égale à celle de toute la dette domestique, de recevoir dans cet emprunt les certificats de la dette liquidée sur le taux suivant.

Les Etats-Unis constituent, au souscripteur qui verse cent dollars en certificats, deux

tiers de cette somme, avec un intérêt de six pour cent par an, payable en argent. Cette somme est rachetable par annuités dans l'espace de dix ans, et, à cette époque seulement, l'autre tiers jouira d'un intérêt de six pour cent.

Si le créancier des états ne veut pas échanger les anciens certificats contre les nouveaux, on lui donnera néanmoins l'intérêt pendant 1791, sur-tout ce qui lui est dû, comme s'il avoit souscrit. On réserve, dans l'acte, à prendre par la suite, d'autres arrangements pour ceux qui ne voudront pas souscrire.

Le congrès déclare expressément que, par cet emprunt, il n'entend gêner aucun des créanciers des Etats-Unis, ni altérer ses engagements.

Quant à ceux qui paieront leurs souscriptions en *indents* ou intérêts, on leur donne un certificat de la même somme, à raison de trois pour cent par an, également rachetable ; mais le temps du rachat n'est point fixé.

Il est évident, d'après l'exposé de cette opération, qu'elle équivaloit à une diminution de deux pour cent d'intérêt sur la tota-

lité de la dette , pendant dix ans , ou à une réduction à quatre pour cent de l'intérêt convenu.

Les motifs qui paroissent avoir déterminé le congrès sont les suivans :

Il étoit pressé , d'un côté , par les réclamations des habitans de la campagne , qui trouvoient affreux qu'on payât un intérêt aussi fort pour des effets qui , pour la plupart , avoient été achetés à trois-quarts de perte ; de l'autre , le congrès entendoit les cris des capitalistes et créanciers qui réclamoient la promesse sacrée , faite tant de fois par le congrès , au nom de la nation , de remplir fidèlement tous ses engagemens.

Dans cette position embarrassante, le congrès a cherché à concilier tous les intérêts , en rendant à tous *à-peu-près* justice ; il a considéré 1°. que les certificats , en 1789 , se vendoient à raison de 5 schellings , argent , pour 20 , papier , c'est-à-dire à trois-quarts de perte ;

2°. Que la plupart des propriétaires actuels les ont achetés à un prix encore inférieur ;

3°. Que dans le plan qui lui étoit proposé , on ne touchoit point au capital , qui doit être payé en entier ;

4°. Que les indents , ou les intérêts , qui ci-devant ne portoient aucun intérêt , se vendoient , par cette raison , à un prix moitié moindre que les certificats , c'est-à-dire pour 2 et 3 schellings au pound ;

5°. Que , dans le plan , on les constituoit.

6°. Que l'état actuel des finances , les produits des impôts , leur accroissement , qui suivra nécessairement celui de l'industrie , du commerce , de la population , de la consommation , offroient la garantie la plus solide à la dette publique , une garantie telle , qu'une autre nation n'en pouvoit présenter une semblable.

7°. Qu'il étoit très-probable , par toutes ces considérations , et sur-tout par l'émission de certificats nouveaux , que l'intérêt de l'argent tomberoit , en cinq ans , à cinq pour cent , et en vingt , à quatre.

De toutes ces observations , le congrès a conclu , qu'il ne feroit aucun tort aux créanciers de l'état , qui presque tous avoient acheté leurs créances à vil prix , en leur donnant , en argent , quatre pour cent d'intérêt d'un capital qui seroit remboursé d'ailleurs , d'après sa valeur nominale ; parce que les nations et les individus qui , jouissoient en Eu-

rope d'un crédit bien inférieur à celui des États-Unis, empruntoient même au-dessous de ce prix.

Enfin, le congrès a cru satisfaire, d'un autre côté, les réclamations du peuple des campagnes contre l'intérêt exorbitant de la dette publique, en le réduisant à deux pour cent.

Il est impossible, pour un homme qui a juré d'adhérer constamment aux principes, d'approuver une pareille opération.

Elle est mesquine, impolitique, inutile. Mesquine, parce qu'il est indigne d'une nation libre et riche de chercher à lésiner sur des engagements aussi sacrés, et pour une somme aussi médiocre : car, quel en est le résultat ? De procurer à la nation un bénéfice pendant dix ans, de 500,000 piastres par an, ou de 5,000,000 de piastres au total. Or, vaut-il la peine, pour un peuple appelé par la nature des choses, à parvenir au plus haut état de prospérité, de se deshonorner à jamais pour 25,000,000 environ de livres tournois ?

Cette opération est indigne des Américains libres, sous un autre point de vue ; car on cherche à déguiser cette réduction par une opération très-entortillée. Et pourquoi ne

pas s'annoncer franchement ? Ces petites ruses pourroient convenir à ces états despotiques, ruinés par leurs emprunts et les brigandages de leurs tyrans ; elles deshonnorent une nation libre qui doit mettre la plus grande franchise dans tous ses mouvemens, parce qu'elle n'en a et ne doit en avoir que de droits.

Mais, d'ailleurs, le congrès contrarie, par cette opération même, son grand objet de reconquérir son crédit en Europe, et son objet particulier d'emprunter. Quelle foi peuvent avoir dans ses promesses les capitalistes d'Europe, (1) quand ils le voyent dévier des principes et violer ses engagements ? Ne doivent-ils pas craindre le même

(1) Il est pourtant bien intéressant, pour les Américains, de conserver du crédit en Europe. C'est-là où se font leurs emprunts. C'est de-là que partent les millions qui vont acquérir leurs certificats ; car, en 1788, il y avoit pour 3 millions de piastres enrégistrées au congrès, pour le compte des étrangers, et, depuis qu'on a une bonne idée de la dette américaine, ces spéculations ont dû doubler en Angleterre et en Hollande. — J'ai vu des Américains désolés de ces spéculations : mais ne versent-elles pas des fonds considérables en Amérique, qui servent à des opérations de commerce ou d'industrie, lesquelles produisent bien au-delà du profit que font les Européens sur l'achat de la dette ?

sort pour les nouveaux qu'on leur propose , et, dans ce cas, ne doivent-ils pas , ou les refuser, ou vendre leur or chèrement, comme à un débiteur dont on craint les infidélités ?

Mais, dit-on, cet emprunt n'est pas forcé, soit ; mais, quoique volontaire, il annonce de l'embaras, des tâtonnemens ; et on ne prend point confiance dans un gouvernement qui n'a pas une attitude ferme, qui attend de l'avenir des conseils sur ce qu'il fera. Puis, il ya une réduction réelle et forcée d'intérêt, pendant 1791, pour le créancier qui ne veut pas souscrire à l'emprunt.

L'inutilité de cette banqueroute partielle est aussi bien démontrée. Car est-il un pays qui doive aussi peu, et qui ait autant de moyens pour acquitter ses dettes ? Qu'est-ce qu'une dette, dont le capital n'équivaut pas à la dépense annuelle d'une autre nation (l'Angleterre) qui, pourtant, n'est que double en population de celle des Etats-Unis ? Qu'est-ce qu'une dette de 400,000,000, mise dans la balance avec les centaines de millions d'arpens que le congrès peut vendre ? Qu'est-ce que cette somme, quand vous mettez à côté cette population déjà portée à quatre millions d'hommes, et qui doit doubler,

tous les vingt ans (1), l'accroissement de leur industrie, de leurs défrichemens, de leur commerce, des importations et exportations ; accroissement qui entraîne nécessairement celui de ces impôts sur lesquels la dette est hypothéquée ? Et quelle confiance les prêteurs ne doivent-ils pas prendre dans une pareille position, quand ils voyent le gouvernement faire si peu de dépenses, et réduit à l'heureuse impossibilité de dilapider (2),

---

(1) La possibilité du paiement de la dette des Etats-Unis doit se calculer d'après la population ; car, en Amérique, la consommation augmente presque en raison égale de la population. Or, les taxes augmenteront en raison de la consommation.

Il n'en est pas du peuple américain comme des peuples d'Europe, dont un tiers, et souvent une moitié, consomme peu, par défaut de moyens. La consommation ne suit point les règles de la population. Ici tous, jouissant à peu près des mêmes moyens, consomment de même. La population peut donc servir de base pour asseoir les calculs. Ainsi, dans vingt ans, les Américains, aussi nombreux que les Anglois, n'auroient à payer, une seule fois et en capital, que la somme payée, tous les ans, en intérêt par les Anglois.

(2) Peut-on, sous ce point de vue, faire quelque comparaison de la solidité de la dette américaine, avec celle d'un royaume tel que l'Espagne, où un roi, Ferdinand VI,

d'introduire une mauvaise administration, ou de la continuer long-temps impunément; quand ils voyent l'esprit général de la nation, son goût pour l'économie, son attachement aux principes? Le crédit a-t-il des bornes chez une nation semblable?

M. Hamilton, disons-le, n'a pas jugé à leur hauteur, et les circonstances où il se trouvoit, et le produit probable des impôts, et les hommes qu'il avoit à manier.

Les circonstances sont brillantes, solides; avec elles on peut espérer d'acquitter une dette bien plus considérable.

Le produit, il l'avoit trop dégradé, et l'expérience le lui a prouvé, puisqu'au lieu de 1,800,000 dollars, il en a retiré dès la première année, du premier août 1789 jusqu'au 30 septembre 1790, 2,523,868 piastres.

Les hommes, il pouvoit tout en faire, avec son talent, avec sa logique, avec la raison; il pouvoit aisément persuader à tous que l'intérêt général est de payer ses dettes strictement. Les Américains sentent tous qu'ils ne

---

fait examiner s'il est tenu de payer les dettes de son prédécesseur, et où une Junte complaisante se décide pour la négative?

peuvent

peuvent étendre leur commerce sans crédit, et ils tendent tous à avoir un grand commerce. Ils sentent tous que pour avoir ce commerce, ils doivent imprimer de la dignité, de la force à leur gouvernement. Or, cette dignité ne peut exister, s'ils ne payent leurs dettes. Ils savent tous maintenant que ce n'est point l'argent qui leur manque, ni qui leur manquera; que la prétendue disette d'argent n'est venue que par le défaut de confiance, que par les variations de la foi publique. Ils savent tous que le vrai moyen de faire reparoître cette confiance, et par conséquent l'argent, est de payer toutes leurs dettes, sans aucune réduction, sans aucune attention au prix auquel ces dettes ont été achetées.

Les laboureurs eux-mêmes sont persuadés de cette vérité, quoique d'abord ils aient penché vers une réduction. Ils sont convaincus de cette double vérité: sans foi publique, point de commerce; sans commerce, point de culture ou d'industrie. Les laboureurs des Etats-Unis vivent dans l'aisance. Ils aiment le thé, le café, le sucre, etc.; ils ne peuvent les payer qu'avec leurs produits, et ils sentent la nécessité du commerce pour les exporter; la nécessité du crédit pour soutenir

Tome II.

Z